

Situation et perspectives des échanges internationaux

Résolution de la Commission Economique et Sociale (Paris, 23 juin 2010)

La Commission Économique et Sociale de la Ligue Européenne de Coopération Économique, réunie à Paris le 23 juin 2010, s'est penchée sur la situation et les perspectives des échanges internationaux. Elle souhaite formuler les observations et recommandations suivantes:

1. Après une chute historique en 2009, le commerce international a repris une croissance encourageante. Cependant les écarts qui subsistent entre les situations des différents groupes de pays et continents - certains très excédentaires, d'autres très déficitaires - sont un sujet sérieux de préoccupation, car ils ne sont pas soutenables, surtout face à la volatilité accrue des marchés.
2. Le choix simultané par une grande majorité de pays de stratégies de croissance conjuguant redressement des finances publiques et conquête de débouchés extérieurs crée des risques d'une part de dépression et d'autre part de conflits commerciaux. Les tentatives protectionnistes, qui ont pour le moment été jugulées, y compris grâce aux règles et disciplines en la matière de l'OMC, risquent dès lors de ressurgir, d'autant que les évolutions de coûts sont très différentes d'un pays à l'autre.
3. La nouvelle place des grands pays émergents dans le système des échanges mondiaux doit être pleinement comprise (la Chine, à elle seule, pourrait voir sa part dans le commerce mondial passer de 6% à 30% en quarante ans) et admise, notamment dans les grandes instances multilatérales - OMC, "G20", etc... - dont la gouvernance doit être adaptée. Mais il importe aussi d'associer plus étroitement les pays d'Afrique à ces instances.
4. Il y a peu d'exemples de développement réussi sans stratégie d'ouverture, comme le montrent les travaux de la Commission Spence. Mais celle-ci doit être accompagnée de politiques publiques plus fermes, aussi intégrées régionalement que possible, et les pays encore pauvres doivent pouvoir bénéficier de marges de manœuvre temporaires.
5. Le renchérissement des matières premières crée de nouvelles situations de rente minière, souvent mal gérées et parfois même destructrices pour les pays détenteurs. Le renforcement de la gouvernance et l'investissement ou la mise de côté des ressources nécessaires pour le long terme sont des enjeux essentiels pour améliorer cette situation.
6. La volatilité extrême des cours des matières premières depuis cinq ans (de 1 à 5 pour le pétrole, 1 à 4 pour le cuivre, 1 à 3 pour le sucre, etc...) est moins due aux excès spéculatifs, qu'à la longueur du cycle d'investissement et au manque d'intérêt des financiers pour le développement des capacités dans les périodes de prix bas (exemple: la décennie 1990). Les fluctuations de change ont certainement accru le problème, les producteurs tendant à compenser la baisse du dollar - jusque début 2010 - par une hausse de leurs prix. Dans cette perspective, la réflexion autour des propositions de reconstruction d'un système monétaire international réorganisé (monnaie internationale synthétique, zone d'objectifs, étalon monétaire assis sur un panier de produits?) mériterait d'être réactualisée.
7. Il serait illusoire de tenter de stabiliser les marchés de matières premières par des quotas ou des stocks régulateurs, les expériences en ce sens ayant toutes échoué dans le passé. En revanche, il serait très souhaitable de favoriser la transparence sur les

marchés et de mieux organiser leur fonctionnement (chambres de compensation, notification des stocks...) et de tenir compte pour les pays pauvres de possibilités de péréquation et de garanties de recettes.

8. Le système de négociations multilatérales au sein de l'OMC doit être préservé et développé. Il souffre d'une approche trop "mercantiliste" (recherche de concessions commerciales réciproques). Les méthodes de négociation du "Doha round" devraient être révisées. Elles devraient aussi pouvoir s'appuyer sur un groupe d'expertise mondiale, pour donner sa juste place à l'intérêt commun international.

9. Malgré les conséquences de la crise financière, le système multilatéral de l'OMC demeure solide (cf. progrès récents sur le règlement des différends concernant les pièces détachées automobile, la banane, le régime ACP...). Il est néanmoins menacé par un recul apparent de la volonté de coopération et le regain de la volonté d'autonomie nationale de certains pays du Sud en forte croissance notamment. Une voie de sortie possible serait un accord partiel rapide sur les points de négociation déjà acquis en y ajoutant une avancée telle que le système "tout sauf les armes" pour les pays les plus pauvres et un soutien financier à leurs services douaniers et statistiques.

10. Bien que le sujet impose une certaine prudence, notamment sur le plan stratégique et militaire, trois raisons justifient une ouverture aux transferts de technologies accompagnant les échanges commerciaux et aux investissements directs:

- on doit éviter de se laisser évincer du marché des pays émergents par les concurrents de l'U.E.
- les transferts de technologies incitent les cédants à progresser et à investir pour maintenir leur avance;
- à condition que ce type d'échanges obéisse à des règles de réciprocité effective, les transferts de technologie ouvrent de nouvelles perspectives de développement profitables pour tous les partenaires.

Une protection adéquate de la propriété intellectuelle et la fiabilité du système judiciaire du pays d'accueil sont les contreparties indispensables de ces transferts.

11. Une fiscalité multilatérale, utile comme instrument commun de ressources au niveau mondial, devrait faire l'objet d'une concertation internationale d'experts indépendants reflétant la diversité des opinions sur ce sujet. Cette concertation viserait notamment à proposer les assiettes envisageables telles que certaines transactions financières, les bilans bancaires, une taxe carbone, la production de certaines énergies, des tarifs fiscaux temporaires en contrepartie de réductions de droits de douane, les transports intercontinentaux, etc... Ainsi pourraient être proposées des mesures que les gouvernements pourraient accepter, sous réserve qu'un nombre suffisant de pays y souscrivent.

12. Il est fâcheux que la diplomatie commerciale de l'Union Européenne ait des objectifs trop nombreux, voire incohérents. Une "remise à plat" s'impose dans ce domaine pour retrouver des marges de manœuvre et un pouvoir de négociation. Notamment le "système des préférences généralisées" doit être profondément revu en distinguant, au sein des pays en développement, entre des catégories de pays dont les situations sont devenues aujourd'hui très différentes et continuent à évoluer.

On doit regretter que l'impuissance de l'Union Européenne à s'exprimer réellement et avec force d'une seule voix dans les négociations commerciales multilatérales ait parfois conduit à mettre nos positions en difficulté. Il nous paraît impératif de reprendre la réflexion sur ces projets entre la Commission Européenne, les gouvernements et le Parlement Européen, pour parvenir à des positions communes mieux étayées et plus fermement défendues, y compris en matière agricole.

- - - - -